

En application de l'article L.2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette page est destinée à la libre expression politique des élus municipaux. La rédaction décline toute responsabilité sur la teneur des propos tenus.

■ Groupe "Des engagements et des actes pour Deuil-la-Barre"

La fin annoncée de la décentralisation.

Pour nos gouvernants, la liberté pour les communes de gérer leur devenir doit avoir des limites.

Pour les villes comme la nôtre qui souhaitent privilégier l'équilibre sociologique et le bien-être des habitants dans tous ses projets immobiliers, cela va devenir très difficile.

Nous voulons pourtant continuer de construire notre ville au rythme du bon sens, jamais éloigné de l'intérêt de ses habitants et d'un nécessaire maintien de la cohésion sociale.

François Hollande a décidé en effet qu'une politique de préemption des terrains sera engagée dans les communes qui ne respectent pas le quota de 25 % de logements sociaux (à Deuil-La Barre, le taux est de 17,5%), donnant la possibilité à l'Etat de délivrer lui-même les permis de construire et de réaliser les logements nécessaires, sans obligation de consulter les maires concernés.

C'est ainsi que les préfets auront le pouvoir de préempter des terrains, des logements à vendre.

La semaine dernière à Ormesson sur Marne, le ministre de la ville a lancé cette nouvelle offensive contre les communes qui pour la plupart ne sont pas, comme nous, dans la capacité de construire autant de logements. Ce coup de force va à l'encontre de nos intérêts communs.

Comment un État qui se désengage dans tous ses domaines de compétences mais ose imposer des quotas de logements, peut-il espérer maintenir un dialogue constructif avec les élus représentatifs des collectivités locales ?

Les contraintes réglementaires imposées par l'État, la baisse vertigineuse des dotations, font que les villes ne peuvent plus financer même si elles le voulaient, les écoles et les équipements publics liés à toute construction nouvelle.

Nos gouvernants le savent, mais peu importe, une politique dogmatique ne se concerte pas elle s'impose. Pire, elle rend aveugle ceux qui veulent l'imposer.

Une large majorité des Franciliens veulent quitter l'Île-de-France, c'est la région qui est devenue la moins attractive de notre pays. Nos dirigeants seraient bien inspirés de se demander pourquoi. Était-il nécessaire de mépriser et d'étouffer les communes, pour imposer une reprise en main de l'État sur leurs compétences essentielles ?

La décentralisation ne doit pas être simplement un moyen pour le Gouvernement de se désengager de ce qu'il ne sait pas faire, mais bien un moyen pour les territoires de se développer dans l'harmonie et la cohérence.

Ce n'est pas parce que nos dirigeants ont du mal à gérer l'essentiel, qu'ils doivent faire porter aux collectivités locales tout le poids de leurs échecs.

■ Groupe d'opposition "Changez Deuil"

Élus minoritaires, élus à part entière !

Communication municipale VS propagande commerciale

Vers toujours plus de publicité, de consommation, de pollution....

Lors du conseil municipal du 22/06/15 nous avons voté contre le renouvellement du marché d'exploitation du mobilier urbain. Dans la continuité de sa volonté de donner une nouvelle image à la commune et à sa gouvernance, la majorité change le logo, le mensuel, le site et l'affichage municipal. Ce projet coûterait 320 000 €. Dans un souci d'économie, comme nombre d'autres villes, la mairie va faire financer ce projet par les annonceurs qui pourront afficher leurs publicités aux 4 coins de la ville, au dos des panneaux d'informations municipales !

Qui peut croire que les annonceurs sont des mécènes dont la vocation serait d'égayer notre vie quotidienne et nos trottoirs par leur publicité ? Ne nous trompons pas, il y a bien retour sur investissement. Un euro dépensé en publicité en fait gagner bien plus aux annonceurs. Ce n'est pas nos impôts qui vont payer la facture, c'est le citoyen qui va être incité à consommer les produits de l'annonceur, souvent au détriment de sa santé. Ce que le contribuable ne va pas payer en impôt, il en paiera le triple voire le quintuple pour régler la facture de ces publicités. Imaginez, au recto d'un panneau, une campagne municipale faisant la promotion de nos commerces de proximité et, au verso, une publicité pour quelque Europa City (projet d'immense centre commercial aux portes de Gonesse) ou autre temple de la consommation.

Pour un autre modèle de société

Nous, élus de « Changez Deuil », combattons le « projet politique » de cette majorité d'une autre époque et défendons un autre modèle de société. Plus ou moins insidieusement, nous cédon les services publics aux entreprises privées avec la croyance que l'économie fonctionne mieux avec des actionnaires avides de rentabilité à court terme plutôt qu'avec des hommes et des femmes qui ont une vision globale et altruiste de l'économie, du social et de l'environnemental. Notre majorité municipale aurait donc si peu confiance en sa vision politique ? Bien sûr, supprimer la publicité en ville ne fera pas changer le monde. Mais ça y participe. La ville de Grenoble l'a fait ! Et c'est bien cela qu'on attend de nos élus. Sinon pourquoi ne pas imaginer des placards publicitaires sur les flancs des véhicules municipaux ou des événements sportifs sponsorisés par quelque boisson sucrée ?

■ Groupe "Union Républicaine pour l'Avenir de tous les Deuillois"

Démocratie, vraiment ?

En 2014, nous aurions pu penser que notre équipe pouvait avoir la même vision pour notre ville que la majorité : épicerie solidaire, rénovation des quartiers, mise en valeur de nos commerces, modernisation de nos écoles et construction d'un nouveau commissariat...

Il y a dix-huit mois, nous pensions que cette équipe désirait valoriser Deuil la Barre, et améliorer le cadre de vie de ses habitants.

Mais les choix qui ont été faits depuis, sans consultation, sont loin d'être convaincants.

La majorité semble d'ailleurs ne pas tenir compte de son opposition... En mars 2015, nous apprenions, comme vous, la répartition du budget dans le magazine de notre ville. En juin, nous apprenions, comme vous, la révision du Projet Éducatif Territorial qui supprimait la cantine le mercredi midi pour les enfants n'allant pas au centre de loisirs l'après-midi.

Est-ce cela la démocratie ? Nous en doutons !

D'autant plus que lors des différents conseils municipaux, nous nous sommes inquiétés des mesures d'investissements que la majorité a décidé de faire sur notre ville (rénovation de la bibliothèque, nouveau pôle santé accueillant des services dont nous doutons de la nécessité). Quand on sait que l'Etat a décidé de réduire ses dotations aux collectivités, est-ce vraiment raisonnable ? Mais, nous n'avons pas été écoutés.

Nos expressions libres sont analysées, discutées et critiquées sur les différents réseaux sociaux par une équipe de la majorité qui nous reproche nos interventions car elles manqueraient d'objectivité, nos remarques ne seraient pas fondées. Elles sont pourtant nées de constatations que nous faisons en parcourant notre ville et de certaines doléances que nous ont fait les Deuillois.

Des propositions, quoiqu'on en dise, nous en avons ! Mais comment les évoquer lorsque l'on n'a que deux mille quatre cents caractères, espaces compris, et non tout un magazine municipal, pour s'exprimer. L'objectif de notre équipe est d'être force de proposition pour faire de Deuil la Barre une ville où il fait bon vivre. Nous continuerons à nous exprimer, toujours de manière objective, pour que le débat avance, pour que Deuil la Barre s'améliore, pour que vous soyez heureux de vivre dans notre commune, dans votre commune.